

Les assistants d'éducation veulent croire en l'avenir

« **Nos contrats sont si précaires qu'il est compliqué de faire grève : à la fin de l'année scolaire, nous pouvons être remerciés** », lâche Sylvie, 53 ans, Assistante d'éducation (AED) dans un collège de l'Orne et membre du collectif AED Normandie.

Le 1^{er} décembre, avec ses collègues, ils étaient plus d'une centaine devant le rectorat, à Caen. Hier, ils n'étaient plus qu'une trentaine, mais ne s'avouent pas « **vaincus. Nous sommes les invisibles de l'Éducation nationale. Notre colère est légitime** », poursuit Sylvie, en grève depuis le 19 janvier.

Leurs revendications : revalorisation des salaires et surtout, pérennisation des emplois. « **Dans tous les cas, nous ne pouvons pas exercer plus de six ans, même en changeant d'établissement, alors que pour beaucoup d'entre nous, ce métier est une vocation.** » Des revendications qu'elle a pu formuler de vive voix auprès de trois représentants du rectorat : « **Nous avons été reçus avec deux collègues.** » Leurs requêtes devraient « **remonter au niveau national. La lutte n'est pas finie.** »



Lisa, assistante d'éducation (AED) deux ans dans un collège de Mondeville, est devenue assistante pédagogique (AP). Deux métiers pour lesquels la précarité est la même. Ouest-France